

- a) à l'égard de l'impôt retenu à la source sur les montants payés à des non-résidents ou portés à leur crédit à partir du 1^{er} janvier de l'année civile qui suit celle où l'avis est donné; et
- b) à l'égard des autres impôts, pour toute année d'imposition commençant à partir du 1^{er} janvier de l'année civile qui suit celle où l'avis est donné.

PIERRE DE BARRÉ
For the Government of Canada
Pour le Gouvernement du Canada

MANSSOUR MOALLA
For the Government of the Republic of Tunisia
Pour le Gouvernement de la République Tunisienne